

GENÈVE

Crèches: la gauche unie derrière son exécutif

LUNDI 15 NOVEMBRE 2021 RACHAD ARMANIOS



La crèche Tournesol, située près du parc Geisendirf, accueille une trentaine d'enfants de 2 à 4 ans dans le quartier Grottes/Saint-Gervais. Dans l'équipe, la perspective d'un assouplissement des normes d'encadrement inquiète. © JEAN-PATRICK DI SILVESTRO

VILLE DE GENÈVE La «municipalisation» des futures crèches proposée par le Conseil administratif, en la personne de la socialiste Christina Kitsos, reçoit le soutien des formations de gauche du Conseil municipal, majoritaires dans cette enceinte. Dès 2023, l'exécutif prévoit que les nouvelles structures dépendent directement de la Ville de Genève. On parle de 670 places d'ici 2028, soit 15% du nombre total de places à terme. Les 85% restantes, soit les structures actuelles, continueront d'avoir comme employeur des comités de bénévoles.

Le soutien des écologistes était loin d'être acquis tant cette formation avait insisté pour que soient étudiés d'autres modèles, comme la création d'une fondation de droit public. Serait-elle plus supportable financièrement? La réponse n'est pas claire, selon la cheffe du groupe vert, Laurence Corpataux. Reste que ce parti estime aujourd'hui que la proposition de la magistrate est «bonne», selon sa co-présidente, Anne Moratti. Mais la formation ne veut pas pour autant «abandonner» les structures actuelles dont la gouvernance engendre des difficultés dans la gestion administrative, financière et du personnel. Les écologistes ont donc proposé aux socialistes et à Ensemble à Gauche (EàG) de cosigner une motion demandant à l'exécutif d'élaborer une solution pour soutenir les comités en difficulté.



Photos JEAN-PATRICK DI SILVESTRO



L'idée d'un renforcement du service de la petite enfance et de la création d'un «pool» de remplaçantes et remplaçants est évoquée. Des états généraux devront permettre d'aborder ces solutions, mais aussi la place des parents et des bénévoles dans les futures crèches ou des pistes de réformes pédagogiques. En renonçant à municipaliser les actuelles 77 structures de la petite enfance subventionnées par la Ville, la gauche manque-t-elle d'ambition? Assume-t-elle de créer une inégalité de traitement puisque le personnel des nouvelles crèches sera mieux payé?

En plus des contraintes budgétaires, une municipalisation en bloc serait trop complexe, affirme Anne Moratti. «Cette idée, vieille de vingt ans, a toujours échoué. Poser une première pierre est pragmatique.» D'ici quinze ans, et en fonction de l'expérience acquise, tout le système devra avoir été stabilisé, via une municipalisation totale ou par la coexistence de diverses formes de gouvernance, espèrent nos interlocutrices.

«Nous voulons à terme une municipalisation complète et la souhaiterions tout de suite, mais elle ne passerait pas la rampe, car une partie de l'Alternative la refuse pour des questions financières», commente de son côté la cheffe du groupe Ensemble à Gauche, Brigitte Studer.

EàG se résout au compromis aussi pour contrer un texte du PLR, soutenu par le reste de la droite, visant à confier les futures crèches à une fondation de droit privé.